

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

IP/C/W/138  
19 avril 1999

(99-1536)

**Conseil des aspects des droits de propriété  
intellectuelle qui touchent au commerce**

Original: français

## COMMUNICATION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'OIV

Le Directeur général a reçu la communication ci-après, datée du 7 avril 1999, du Directeur général de l'Office international de la vigne et du vin (OIV).

L'Office international de la vigne et du vin suit avec beaucoup d'attention et d'inquiétude les conditions dans lesquelles le secteur de la vigne et du vin est pris en compte dans le réseau Internet, en plein développement dans le monde entier. Ce sujet fera l'objet d'une section particulière lors du XXIVe Congrès mondial de la vigne et du vin qui se tiendra à Mayence du 5 au 9 juillet 1999.

Une étude récente vient de constater le dépôt d'un grand nombre de noms de domaines (.com) qui correspondent aux noms d'appellations d'origine et d'indications géographiques de produits vitivinicoles et de noms de cépages sans que les dépositaires aient un lien quelconque avec les titulaires réels des droits liés à ces signes distinctifs.

Je rappelle que l'Arrangement international du 29 novembre 1924 qui a créé l'OIV lui a donné pour mission la protection des appellations d'origine.

En 1992, l'OIV a défini pour les produits de la vigne l'appellation d'origine reconnue et l'indication géographique reconnue (Résolution Eco 2/92), définitions qui entrent dans celle plus large de l'indication géographique visée dans l'Accord sur les ADPIC. De plus, par une résolution adoptée en 1994 (Eco 4/94), l'OIV a insisté sur la nécessité d'accorder une protection équivalente pour les indications géographiques et pour les marques de produits vitivinicoles.

Par ailleurs, j'ai également constaté l'existence d'enregistrement de noms de domaines OIV.COM ou OIV.NET (de même que wipo.com ou wto.com) par des registrants qui proposent parfois ces sites en vente ou en location. L'article 6<sup>ter</sup> de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle du 20 mars 1883 qui interdit l'enregistrement comme marque des emblèmes, signes officiels et armoiries des États et des organisations internationales devrait trouver une extension d'application en ce qui concerne les noms de domaines. La dénomination, le sigle et l'emblème de l'OIV ont été déposés auprès de l'OMPI dans le cadre de l'article 6<sup>ter</sup> (Note OMPI C-4843-551 du 18 juillet 1988).

Dans ces conditions, l'OIV ne peut pas accepter l'appropriation et la réservation à titre privé de noms qui bénéficient de règles particulières de respect de la propriété intellectuelle et, à ce titre, demande à bénéficier d'une protection équivalente à celle des marques, qu'il s'agisse des noms de domaines correspondant à une indication géographique ou qu'il s'agisse du nom "OIV".

Je vous remercie de l'attention que vous voudrez bien porter à cette question et de la réponse que vous pourrez lui donner.

P.J.: Divers exemples concernant cette question. (Châteauneuf du Pape, Cognac, Chianti, Retsina, Rioja, Sherry, Barossa, Napa-Valley, OIV)<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> Les délégations intéressées peuvent consulter au Secrétariat (bureau 3012) des exemples joints à la communication du Directeur général de l'OIV.